

Alternative für Deutschland (AfD), un parti d'extrême droite ?

Fabian VIRCHOW

Mars 2020

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Cette *Note* est publiée dans le cadre du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, un projet mené en coopération par le Cerfa à l'Ifri, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la fondation Robert Bosch.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0140-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Comment citer cette publication :

Fabian Virchow, « *Alternative für Deutschland* (AfD), un parti d'extrême droite ? », *Notes du Cerfa*, n° 152, Ifri, mars 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark est secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice, chercheur, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Fabian Virchow est professeur de sciences politiques à la Hochschule de Düsseldorf, où il dirige les études sur l'extrême droite et le néonazisme (forena.de). Il est co-auteur du *Handbuch Rechtsextremismus* (Springer VS) et du *Handwörterbuch Kampfbegriffe der extremen Rechten* (Wochenschau-Verlag) et auteur d'un ouvrage sur l'histoire du terrorisme d'extrême droite en République fédérale d'Allemagne (Landeszentrale für politische Bildung Thüringen).

Résumé

L'AfD - Alternative pour l'Allemagne - a été fondé en 2013 pour protester contre la politique de sauvetage de l'euro. D'abord conservateur-libéral, mais à droite de la CDU/CSU, le parti s'est présenté après 2015 comme le principal opposant à la politique migratoire menée par Angela Merkel. Il a connu par la suite de nombreux succès électoraux, notamment son entrée au Bundestag en 2017.

Après avoir nettement radicalisé son discours et son programme, l'AfD est actuellement le parti qui, avec le NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*) représente l'extrême droite en Allemagne. Il agrège à la fois les partisans traditionnels de l'extrême droite et devient en même temps le porte-parole de la droite populiste, séduisant de plus en plus d'électeurs. Bien qu'il soit en partie placé actuellement sous observation par l'Office fédéral de protection de la Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*), il semble peu probable, compte tenu de ses succès électoraux et de la radicalisation de ses membres, que l'AfD modère son programme politique et ses déclarations.

Abstract

The AfD – Alternative for Germany – was founded in 2013 to protest the Euro rescue policy. Originally conservative-liberal, but to the right of the CDU/CSU, the party presented itself after 2015 as the main opponent to Angela Merkel's migration policy. It subsequently achieved electoral success, including its entry into the Bundestag in 2017.

After significant radicalization of its discourse and political program, the AfD now stands as the party that represents the extreme right in Germany, along with the NPD (*Nationaldemokratische Partei Deutschlands*). It aggregates both traditional supporters of right-wing extremism and is also becoming the mouthpiece of right-wing populism, which is attracting more and more voters. Although the party is currently partially under observation by the Federal Office for the Protection of the Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*), it seems unlikely that the AfD will moderate its political program and statements given its electoral success and the radicalization of its members.

Sommaire

INTRODUCTION	6
UN PARTI À LA DROITE DE LA CDU/CSU	7
LA NAISSANCE ET L'ÉVOLUTION DE L'AFD.....	9
LA BASE SOCIALE DE L'AFD.....	13
LE POSITIONNEMENT ET LA STRATÉGIE DE L'AFD	16
COMMENT L'AFD CHANGE LA RÉPUBLIQUE.....	19
CONCLUSION : L'AFD — UN PARTI D'EXTRÊME DROITE ?.....	21

Introduction

En ce début d'année 2020, le calme règne sur le front *d'Alternative für Deutschland* (AfD), parti créé dans les premiers mois de l'année 2013. Les quotidiens régionaux font état des difficultés rencontrées par son antenne berlinoise pour louer des salles destinées à accueillir le congrès du parti, et l'AfD attaque ceux qui l'accusent d'avoir perçu des dons illégaux. Les médias relatent également son intention de contester devant la justice sa mise sous observation par les services de renseignement allemands.

Même si l'AfD est temporairement moins visible sur le plan médiatique, il ne faut pas oublier que son émergence dans le paysage politique allemand a été un véritable séisme. L'AfD permet aujourd'hui à l'extrême droite de mettre en Allemagne un projet mûri de longue date depuis l'après-guerre. Fort des moyens financiers dont il bénéficie depuis son entrée au Bundestag, le parti essaie de consolider son ancrage dans la société, de faire pression sur les partis démocratiques et d'intimider ses opposants. La présente note se consacre à cette évolution.

Un parti à la droite de la CDU/CSU

Depuis sa naissance, la République fédérale d'Allemagne a connu plusieurs tentatives d'établissement d'un parti populiste autoritaire. On citera notamment le *Sozialistische Reichspartei* et le *Deutsche Reichspartei*, qui, dans les deux premières décennies de l'après-guerre, s'inspirent en grande partie du programme¹ du national-socialisme, militairement vaincu en 1945. Plusieurs de ces groupuscules ont été interdits². Le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD) réussit quant à lui à faire son entrée dans six chambres régionales dans la seconde moitié des années 1960. Il échoue au Bundestag en 1969 faute d'avoir franchi le seuil électoral de 5 % des voix, déjouant les pronostics de nombreux observateurs. En 1989, « *Die Republikaner* » (REP), parti issu en 1983 d'une scission de la *Christlich-Soziale Union* (CSU), fait son entrée au parlement de Berlin-Ouest. Cela permet à l'extrême droite d'avoir une vitrine politique régionale. Dans les années 1990, à la suite de la réunification et des déplacements de populations entraînés par les conflits en ex-Yougoslavie, qui entraînent l'afflux d'un grand nombre de demandeurs d'asile en Allemagne, les partis d'extrême droite font leur apparition dans plusieurs chambres régionales : Brême, Brandebourg, Saxe-Anhalt, Saxe, Schleswig-Holstein, Mecklembourg-Poméranie occidentale et Bade-Wurtemberg. Le NPD, plus radical, s'impose face aux *Republikaner* et à la *Deutsche Volksunion* (DVU), plus modérés ; d'autres groupuscules, au rang desquels le *Bund Freier Bürger* (BFB), restent quant à eux marginaux³. L'objectif de tous ces mouvements est d'exercer une pression sur les démocrates-chrétiens, et de se positionner comme partenaire de coalition potentiel. S'ils échouent à entrer au Bundestag, c'est en partie à cause de leurs conflits internes, mais aussi en raison d'un

1. H. Hansen, *Die Sozialistische Reichspartei - Aufstieg und Scheitern einer rechtsextremen Partei*, Düsseldorf, Droste, 2007 ; O. Sowinski, *Die Deutsche Reichspartei 1950-1965*, Francfort, Peter Lang, 1998.

2. F. Virchow, G. Botsch et C. Kopke, « Verbote extrem rechter Vereinigungen in der Bundesrepublik Deutschland », in R. Melzer et S. Serafin (dir.), *Rechtsextremismus in Europa. Länderanalysen, Gegenstrategien und arbeitsmarktorientierte Ausstiegsarbeit*, Berlin, FES, 2013, p. 273-295.

3. F. Decker, « Über das Scheitern des neuen Rechtspopulismus in Deutschland – Republikaner, Statt-Partei und der Bund freier Bürger », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, vol. 29, 2000, p. 237-255.

cordon sanitaire mis en place par la société civile, les pouvoirs publics et la majorité des médias.

Dans la continuité de l'étude SINUS, les spécialistes de l'analyse comportementale ont mis en évidence une constante depuis le début des années 1980⁴ : la Constitution au fil des décennies d'un socle stable de partisans d'un nationalisme autoritaire, raciste et antiféministe⁵. Dans son livre intitulé *Deutschland schafft sich ab*, Thilo Sarrazin, membre du SPD, décrit un scénario catastrophique⁶ aux relents d'eugénisme politique et d'hygiène raciale. Son vif succès atteste de l'écho favorable rencontré par les prises de position racistes. Après la publication d'une grande partie de son contenu par le quotidien *Bild*, on ne s'étonnera guère que 18 % des personnes interrogées par l'institut de sondage Emnid à l'automne 2010 déclarent qu'elles voteraient pour un « parti Sarrazin »⁷. Comparé toutefois au reste de l'Europe, ce phénomène a tardé à se concrétiser par des victoires électorales durables et majeures ; les spécialistes concluent à un « décalage ». L'extrême droite, de son côté, a su systématiquement exploiter les expériences en matière de création de partis politiques pour déterminer une fenêtre de tir et choisir le moment le plus opportun pour une nouvelle tentative⁸.

4. SINUS Markt- und Sozialforschung, *5 Millionen Deutsche: „Wir sollten wieder einen Führer haben ...“ - Die SINUS-Studie über rechtsextremistische Einstellungen bei den Deutschen*, Reinbek, Rowohlt, 1981.

5. O. Decker, E. Brähler, D. Baier et M. Bergmann (dir.), *Flucht ins Autoritäre: rechtsextreme Dynamiken in der Mitte der Gesellschaft*, Gießen, Psychosozial-Verlag, 2018 ; A. Zick, B. Küpper et W. Berghan (dir.), *Verlorene Mitte – feindselige Zustände: rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2018/19*, Berlin, FES, 2019. À l'échelle des Länder il existe également de telles enquêtes comme celles du « Thüringen-Monitor » menées à l'initiative de la chancellerie de Thuringe et de l'université d'Iéna par M. Reiser, H. Best, A. Salheiser et Lar Vogel.

6. M. Haller et M. Niggeschmidt (dir.), *Der Mythos vom Niedergang der Intelligenz – Von Galton zu Sarrazin: Die Denkmuster und Denkfehler der Eugenik*, Wiesbaden, Springer VS, 2012 ; T. G. Schneiders, « In schlechtes Licht gerückt – Das Araberbild bei Thilo Sarrazin », in T. G. Schneiders (dir.), *Die Araber im 21. Jahrhundert – Politik, Gesellschaft, Kultur*, Wiesbaden, Springer VS, 2013, p. 391-411.

7. J. Jüttner, « Umfrage sieht großes Potential für Protestpartei », *Spiegel Online*, 5 septembre 2010, disponible sur : www.spiegel.de.

8. K. Behrend, *NPD – REP. Die Rolle nationalistischer Bewegungen im politischen System der Bundesrepublik Deutschland am Beispiel von NPD und Republikaner im historischen Vergleich*, Regensburg, Roderer, 1996 ; Institut für Staatspolitik, *Partei Gründung von rechts*, Schnellroda, Antaios, 2007.

La naissance et l'évolution de l'AfD

La crise des marchés financiers de 2007 et les mesures de stabilisation de la zone euro, présentées comme inéluctables par le gouvernement allemand, servent de catalyseur à la création d'un parti eurocritique. Le *Plenum der Ökonomomen*, assemblée essentiellement virtuelle d'universitaires, donne d'abord naissance au *Bündnis Bürgerwille* et à l'association *Wahlalternative 2013*. Les résultats médiocres obtenus par leurs deux porte-parole — Bernd Lucke (professeur d'économie à l'université de Hambourg) et Konrad Adam (ancien rédacteur en chef de quotidiens conservateurs nationaux) — aux élections de Basse-Saxe sur la liste « *Freie Wähler* » ne les dissuadent pas de cofonder l'*Alternative für Deutschland* le 6 février 2013⁹. Cela répond aux tentatives, jusqu'alors infructueuses, de création d'un parti nationaliste opposé à la politique de sauvetage de l'euro¹⁰. Plusieurs figures de l'*establishment* économique participent à ce mouvement, parmi lesquels on citera l'ancien président du *Bundesverband der Deutschen Industrie*, Hans-Olaf Henkel, qui contribue au lancement de l'AfD en lui accordant un prêt d'un million d'euros, ainsi que de nombreux « seconds couteaux » de la CDU et du FDP. L'AfD donne immédiatement aux conservateurs nationalistes, aux forces de la « Nouvelle Droite » et aux (anciens) militants de micropartis populistes de droite la possibilité d'agir et d'exercer une influence. Rassemblant des courants divers — néolibéraux, nationaux libéraux, fondamentalistes chrétiens et « Nouvelle Droite » —, le parti affiche d'emblée un grand éclectisme politique et sait attirer d'anciens adhérents de la CDU, de la CSU et du FDP ainsi que des acteurs issus de partis d'extrême droite tels que le *Bund freier Bürger* (BFB) et *Die Freiheit* (DF)¹¹. Son objectif est alors d'établir une hégémonie néoconservatrice. L'AfD entretient des liens étroits avec la mouvance de la « Nouvelle Droite » par l'intermédiaire de

9. S. Bücker, S. M. Schade et U. Wiegerling, « Die AfD: Woher sie kommt, wie sie funktioniert, wer sie unterstützt », in E. Walther et S. D. Isemann (dir.), *Die AfD – psychologisch betrachtet*, Wiesbaden, Springer, 2019, p. 29-56.

10. T. Frank, *Die AfD bei der Bundestagswahl 2013 - Determinanten und Erklärungen ihres Wahlerfolgs*, Marburg, Tectum, 2015.

11. A. Häusler et R. Roeser, *Die rechten Mut-Bürger - Entstehung, Entwicklung, Personal & Positionen der Alternative für Deutschland*, Hamburg, VSA, 2015, p. 28-41.

l'hebdomadaire « *Junge Freiheit* » (JF), qui soutient l'AfD depuis ses débuts.

Même si l'AfD manque de nouveau son entrée au Bundestag et à la chambre du Land de Hesse le 22 septembre 2013, il réussit à envoyer sept députés au Parlement européen le 25 mai 2014 en remportant 7,1 % des suffrages. Ce succès s'explique par le fait que de nombreux électeurs conservateurs et libéraux lui apportent leurs voix faute de se sentir suffisamment représentés par le FDP et la CDU/CSU.

Son entrée au Parlement européen et ses performances lors des élections régionales à l'automne 2014 en Saxe (9,7 %), en Thuringe (10,6 %) et dans le Brandebourg (12,2 %) lui confèrent une meilleure visibilité et le rendent attrayant pour les sympathisants des courants politiques situés à droite de la CDU/CSU. L'AfD perd toutefois plusieurs de ses membres libéraux qui lui reprochent de se « droitiser ».

En mars 2015, *Der Flügel* (un courant radical qui s'intitule « L'Aile ») se forme autour de Björn Höcke (AfD Thuringe) et d'André Poggenburg (AfD Saxe-Anhalt). Ces derniers sont les auteurs de la « Résolution d'Erfurt », qui affirme que le parti est « un mouvement de notre peuple en réaction aux expériences sociales des dernières décennies (parité hommes-femmes, multiculturalisme, arbitraire éducatif, etc.) » qui doit « lutter contre la poursuite de l'érosion de la souveraineté et de l'identité allemande ». Cette résolution met très clairement en garde contre toute « obéissance servile »¹² et est signée en quelques jours par 1 600 adhérents de l'AfD. Les lignes de clivage deviennent encore plus flagrantes lorsqu'un contre-courant se forme autour du président Bernd Lucke, perçu par l'opinion publique comme la figure emblématique du parti, et crée une association appelée *Weckruf*. Rien d'étonnant à ce que cette démarche soit interprétée comme une tentative de scission du parti préparant le départ éventuel des fidèles de Lucke. Ce dernier ne réussit pas à s'imposer lors du congrès de l'AfD à Essen le 4 juillet 2015 et le parti choisit Frauke Petry comme porte-parole. Pour l'emporter, la présidente de l'AfD en Saxe s'allie aux nationaux-conservateurs et devient première porte-parole, aux côtés de Jörg Meuthen, responsable de l'AfD pour le Bade-Wurtemberg. La démission de Lucke, imité par plusieurs milliers d'adhérents, modifie durablement l'équilibre des forces en faveur de l'aile droite du parti. Lucke tentera par la suite — en vain — de renouer avec ses premiers succès en s'appuyant d'abord sur l'*Allianz für Fortschritt und Aufbruch* (ALFA), puis sur les *Liberal-Konservative Reformier* (LKR).

12. La résolution d'Erfurt est disponible sur le site de *Der Flügel*, disponible sur : www.derfluegel.de.

Au printemps 2015, le parti franchit de justesse la barre des 5 % à Hambourg et à Brême, alors que les sondages estivaux ne le créditent que de 4 % des intentions de vote à l'échelle nationale. Face à l'augmentation du nombre de réfugiés en 2015, la direction de l'AfD décide d'axer sa stratégie de campagne sur la question des flux migratoires, des demandeurs d'asile et des réfugiés. Lors des élections régionales de 2016 en Hesse, dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, ses résultats franchissent allègrement le seuil de 10 % des voix ; en Saxe-Anhalt, près d'un quart des électeurs lui accorde leurs suffrages. L'AfD remporte également 15 mandats directs, attribués aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de votes dans leur circonscription.

Les succès électoraux de l'AfD ne pâtissent pas de la déclaration en janvier 2016 de Beatrix von Storch, députée européenne, qui préconise le recours à la force armée contre les femmes et les enfants cherchant à franchir illégalement les frontières allemandes. L'AfD ne souffre pas non plus de la dérive vers l'extrême droite de son bureau sarrois — dissous par la suite par la direction fédérale. Au printemps 2016, la presse nationale fait ses gros titres sur le cas du député du Bade-Wurtemberg, Wolfgang Gedeon. Alors que ce dernier a mentionné en termes positifs le pamphlet antisémite incendiaire « Le protocole des sages de Sion », il n'est pas exclu du groupe AfD au parlement du Bade-Wurtemberg, faute d'une majorité en faveur de cette décision. Malgré un positionnement clairement marqué à l'extrême droite, le parti continue à remporter des succès électoraux, comme à l'automne 2016 en Mecklembourg-Poméranie occidentale (20,8 %) et à Berlin (14,2 %). Les extrémistes s'en trouvent confortés au sein du parti ce qui rend l'AfD plus attractif encore.

L'aile dure au sein de l'AfD est incarnée par Andreas Kalbitz et Björn Höcke ; le 17 janvier 2017, ce dernier prononce à Dresde un discours dans lequel il appelle à une remise en question totale de la politique de repentance allemande en se référant au Mémorial de l'Holocauste à Berlin. La porte-parole du parti, Frauke Petry, l'accuse alors d'être « trop proche du National-Socialisme »¹³ et tente de le faire exclure. Elle perd la lutte de pouvoir qui s'ensuit ; lors du congrès du parti à Cologne en avril 2017, elle échoue à faire adopter ses propositions et n'est pas réélue. La campagne de l'AfD pour les élections au Bundestag de 2017 est pilotée par Alice Weidel, une économiste néolibérale, et Alexander Gauland, ancien membre de la CDU. En septembre 2017, l'AfD remporte plus de 90 sièges au Bundestag ; peu après Frauke Petry, figure médiatique du parti pendant plusieurs

13. K. Portmann, « AfD-Spitze vergleicht Höcke mit Hitler », *Der Tagesspiegel*, 9 avril 2017, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

années, quitte l'AfD. Le *Blaue Partei* qu'elle fonde par la suite ne réussit pas à s'implanter dans la vie politique allemande.

La radicalisation de l'AfD, qui adopte des positions ouvertement d'extrême droite, et la complicité dont certains de ses membres font preuve envers des manifestations racistes et violentes — auxquelles ils participent parfois — sont d'une intensité encore impensable il y a quelques années. L'AfD est désormais porté par la mouvance d'extrême droite allemande et soutenu par un grand nombre de ses publications et de ses sites Internet. On ne s'étonnera donc pas que l'Office fédéral de protection de la constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*) ait mis plusieurs de ses membres sous observation. L'AfD ne semble pas vouloir se modérer : son président, Alexander Gauland, déclare après les élections régionales en Thuringe fin octobre 2019, qui voient l'AfD arriver en deuxième place avec 23,4 % des voix, que son candidat Björn Höcke, incarne le « centre » au sein du parti. Rappelons que Höcke a fait sensation en employant un langage inspiré du national-socialisme et en exprimant des opinions ouvertement racistes.

La base sociale de l'AfD

Même si, à ses débuts, l'AfD est perçu d'abord comme un parti eurocritique, ce n'est pas son seul cheval de bataille. Il a toujours défendu un durcissement de la politique d'immigration et d'asile, plaidé pour une renationalisation des processus de décision et des centres de pouvoir, critiqué le multiculturalisme et la diversité religieuse, encouragé des modèles familiaux et des partenariats hétéronormatifs et appelé à un renforcement autoritaire de l'appareil de sécurité de l'État et du système judiciaire. Ses priorités ont évolué au fil du temps ; l'AfD ne se contente plus de se positionner en parti anti-immigration, mais nie aussi le caractère anthropique du changement climatique. L'AfD a considérablement élargi sa portée grâce à l'augmentation de ses ressources (moyens financiers, infrastructures, accès à l'information et aux médias), liée à son entrée dans les chambres régionales, au Bundestag et au Parlement européen.

Peu importe au fond pour les électeurs de l'AfD qu'ils ne connaissent pas dans le détail ses programmes et ses plateformes électorales. S'ils votent pour ce parti, c'est parce que c'est une marque, dont les médias relayent fréquemment les mots-clés. Le parti n'a pas de positions cohérentes dans tous les domaines. En politique étrangère, les pro-russes affrontent les partisans d'un maintien des liens avec l'Ouest. En matière socio-économique, l'AfD s'affiche comme néolibéral en proposant une baisse de la pression fiscale pour les entreprises et le démantèlement de l'État-providence. Au niveau régional, certains de ses membres prônent une solidarité discriminatoire et une distribution des prestations sociales en fonction de l'appartenance « ethnique ». Le parti est également divisé sur la question des retraites : les représentants de l'aile néolibérale demandent la suppression de la retraite de base versée par l'État, tandis que les courants d'extrême droite veulent la maintenir en discriminant systématiquement les immigrés. L'AfD a évité jusqu'à présent de préciser sa position officielle, car ces positions sont irréconciliables. Cette polyphonie lui permet aussi de faire des offres variées à des publics très divers.

Les programmes et la propagande de l'AfD peuvent être rattachés à quatre variantes du populisme de droite¹⁴ : le *populisme social* défend

14. C. Butterwegge, G. Hentges et G. Wiegel (dir.), *Rechtspopulisten im Parlament. Polemik, Agitation und Propaganda der AfD*, Francfort, Westend, 2018, p. 14-16.

l'État-providence et la solidarité avec les pauvres et les nécessiteux ; le *populisme judiciaire* réclame une plus grande fermeté vis-à-vis des groupes qui s'écartent des normes sociales dominantes : toxicomanes, délinquants sexuels, mendiants... Le *populisme national* établit une hiérarchie entre les Allemands et les autres, qui se fonde sur des principes racistes et sur l'appartenance « ethnique ». Ses adeptes prétextent d'une supposée discrimination envers les Allemands pour légitimer une différence de traitement entre Allemands et non-Allemands. Enfin, le *populisme radical* dénigre les partis établis qu'il accuse de faire partie du « système ». Il donne la parole aux citoyens qui sont nombreux à ne se retrouver ni dans les partis, ni dans le gouvernement, et exacerbe leur antagonisme.

En un laps de temps relativement court, l'AfD a réussi à fidéliser son électorat. Martin Kroh et Karolina Fetz estiment qu'« en 2014, il est difficile d'établir qui se réclame de l'AfD ; à la mi-2016, on sait mieux quels groupes de la population embrassent ses positions. Le parti recrute alors principalement parmi les hommes, les habitants des nouveaux Länder, les personnes ayant un niveau d'éducation faible ou moyen, les ouvriers, les chômeurs ainsi que les jeunes de moins de 30 ans. L'AfD attire essentiellement d'anciens abstentionnistes et les électeurs des partis d'extrême droite ; bien que récemment créé, il fait concurrence à Die Linke et au FDP¹⁵ ». L'AfD réussit effectivement à recruter non seulement chez les abstentionnistes, mais aussi auprès d'anciens-électeurs de la CDU/CSU et, à une échelle plus modeste, du SPD.

Certaines caractéristiques sociodémographiques de l'électorat de l'AfD sont restées stables au fil de son évolution : environ deux tiers sont des hommes contre 30 % seulement de femmes¹⁶. Les électeurs âgés de 35 à 44 ans votent plus que la moyenne pour l'AfD. Dans les Länder de l'Est, il est également populaire auprès des plus de 60 ans. Les employés et les retraités forment le gros de ses troupes, mais l'AfD arrive régulièrement en tête du vote ouvrier. On n'observe pas de corrélation statistique fiable entre chômage et vote AfD. Les bacheliers et les diplômés de l'enseignement supérieur sont moins nombreux à voter pour l'AfD, tandis que les titulaires d'un diplôme d'enseignement secondaire de cycle court (*Realschulabschluss*) sont surreprésentés parmi ses électeurs. À partir des résultats d'une enquête menée auprès de plus de 23 000 personnes, Martin Schröder conclut que les partisans de l'AfD n'ont pas forcément des faibles

15. M. Kroh et K. Fetz, « Das Profil der AfD-AnhängerInnen hat sich seit Gründung der Partei deutlich verändert », in *DIW-Wochenbericht*, n° 34, 2016, p. 711-719, ici p. 719.

16. S. M. Schade, U. Wieglerling et S. Bücken, « Wer wählt AfD? Sozialpsychologische Merkmale einer heterogenen Gruppe », in E. Walther, S. D. Isemann (dir.), *Die AfD – psychologisch betrachtet*, Wiesbaden, Springer, 2019, p. 139-155.

revenus, n'occupent pas nécessairement un emploi dévalorisé et ne sont pas systématiquement chômeurs. Il estime que le vote AfD traduit pour l'essentiel un rejet des réfugiés et de l'immigration¹⁷. D'autres études portant sur la corrélation entre certaines variables structurelles économiques et sociodémographiques et le nombre de « deuxièmes voix » remportées par l'AfD montrent que ce dernier n'obtient pas des résultats importants uniquement dans des circonscriptions frappées par un chômage élevé, dans lesquelles la population a de faibles revenus ou qui abritent une forte communauté étrangère. Le tableau est plus nuancé et il convient de faire des distinctions entre l'Ouest et l'Est. Ainsi, la popularité de l'AfD augmente dans les circonscriptions où le nombre de travailleurs dans le secteur manufacturier est supérieur à la moyenne. Il en va de même dans les districts où le revenu des ménages est inférieur à celui de la moyenne nationale. Cela explique notamment la variation des résultats de l'AfD dans les circonscriptions ouest-allemandes où les revenus moyens fluctuent considérablement. À l'Ouest, l'AfD est populaire dans les territoires où la population a des revenus modestes ou est employée dans l'industrie¹⁸. L'AfD est très populaire dans les territoires où la population est moins dense, mais qui regroupent un grand nombre d'entreprises artisanales, et dans ceux que les jeunes ont déserté et qui abritent un nombre important de personnes âgées.

Dans son étude sur l'électorat de l'AfD, Hubert Kleinert constate qu'à l'Est en particulier, les spécificités de la socialisation en RDA — la société était relativement homogène sur le plan « ethnique » — se conjuguent avec une déception profonde et le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la réunification¹⁹. Cela pourrait expliquer que les antennes de l'AfD à l'est de l'Allemagne soient plus extrémistes et séduisent un plus grand nombre d'électeurs. La radicalisation est, en effet, un phénomène qui peut émerger lorsqu'un individu cherche à se valoriser à la suite de difficultés majeures ; les structures de radicalisation, comme l'AfD, proposent des grilles de lecture et des possibilités d'action qui dramatisent les crises, désignent des coupables de manière manichéenne et offrent une voie politique qui n'exclut pas l'affrontement²⁰.

17. M. Schröder, « AfD-Unterstützer sind nicht abgehängt, sondern ausländerfeindlich », *SOEP papers on Multidisciplinary Panel Data Research*, n° 975, 2018.

18. Ch. Franz, M. Fratzscher et A. S. Kritikos, « AfD in dünn besiedelten Räumen mit Überalterungsproblemen stärker », *DIW-Wochenbericht*, n° 8, 2018, p. 136-144.

19. Cité d'après H. Kleinert, *Die AfD und ihre Mitglieder*, Wiesbaden, Springer Fachmedien, 2018, p. 122-123.

20. S. D. Isemann et E. Walther, « Wie extrem ist die AfD? Die Entwicklung der AfD und deren Wählerschaft als Radikalisierungsprozess », in E. Walther et S. D. Isemann (dir.), *Die AfD – psychologisch betrachtet*, Wiesbaden, Springer, 2019, p. 157-177.

Le positionnement et la stratégie de l'AfD

L'AfD, comme son nom en atteste, se présente à bien des égards comme une alternative aux offres politiques existantes. Il se positionne comme un parti anti-*establishment*, qui prétend prendre les préoccupations des citoyens au sérieux et dénonce la politique idéologique des autres partis qui nuirait aux « intérêts allemands ». L'absentéisme récurrent des députés de l'AfD au Bundestag lors des votes cruciaux effectués par appel nominal²¹ et les amendes infligées au parti pour violation des règles sur le financement des partis²² sont contraires à ses déclarations.

Le slogan choisi par l'AfD, « *Mut zur Wahrheit* » (« le courage de la vérité »), laisse entendre que les partis qui siégeaient jusqu'à présent au Bundestag dissimulent certains faits à la population. Bien que l'AfD n'hésite pas à diffuser des infox, il exploite la méfiance ressentie par une partie de la population envers la « politique » et les « partis », qui s'est intensifiée ces dernières années. La moindre fidélité de l'électorat aux partis, qui était une constante de l'Allemagne d'après-guerre, fait le jeu de l'AfD. Horst Kahrs souligne qu'en Allemagne, les trois courants sociopolitiques classiques — conservatisme, libéralisme et socialisme — ne proposent plus d'interprétations ni d'orientations cohérentes qui permettraient d'établir une possible cohérence entre le système politique, le développement réel de la société capitaliste, la vision du monde et le quotidien²³. Le conservatisme, articulé autour d'un socle de valeurs — famille, nation, discipline, religion chrétienne et, dans une certaine mesure, patriarcat — ne se retrouve plus dans l'évolution récente de la CDU et dans ses décisions, qu'il s'agisse du service militaire, de la gestion de l'immigration en fonction des besoins des entreprises ou de la multiplication des modèles familiaux. Sa politique est considérée comme une adaptation opportuniste à une situation et à des exigences

21. « AfD-Abgeordnete fehlen bei wichtigen Abstimmungen am häufigsten », *Die Zeit*, 26 septembre 2019, disponible sur : www.zeit.de.

22. S. Röbel, « AfD muss 400.000 Euro Strafe zahlen », *Der Spiegel*, 16 avril 2019, disponible sur : www.spiegel.de ; « AfD verliert Prozess um Bußgeld für Spendenaffäre », *Die Zeit*, 9 janvier 2020, disponible sur : www.zeit.de.

23. H. Kahrs, « Politische Suchbewegungen in Zeiten tiefer sozialer Transformation », in M. Beck et I. Stütze (dir.), *Die neuen Bonapartisten - Mit Marx den Aufstieg von Trump & Co. verstehen*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2018, p.129-148.

économiques complexes et en constante évolution²⁴. Le libéralisme a perdu de sa crédibilité — à cause notamment de la crise de la dette et du sauvetage des banques — aux yeux de ceux qui adhéraient au crédo libéral du FDP (la restructuration de la société par une économie de marché radicale). Ils ont dû prendre acte, déconcertés, de l'interventionnisme étatique qui a permis de sauver les banques car elles étaient « nécessaires au système », alors que les travailleurs indépendants et les entreprises familiales n'ont pu bénéficier d'un même sauvetage reposant sur la solidarité nationale. Concernant le socialisme et la social-démocratie, qui structure son projet autour des entreprises, de l'appartenance de classe, de l'État-providence et de la propriété sociale, Horst Kahrs note que les électeurs se distancient du SPD dès la seconde moitié des années 1980. Cette tendance se renforce avec les mesures Hartz IV adoptées au début des années 2000, qui privilégient l'ascension sociale et négligent le milieu ouvrier traditionnel : « une couche de la population éprouve un sentiment d'impuissance, de perte de repères, de désarroi, et a l'impression de ne pas être représentée²⁵ ». Cela se traduit dans un premier temps par l'abstentionnisme, puis plus récemment par un vote AfD.

Le recul de l'estime de soi est encore plus prononcé dans l'Est de l'Allemagne²⁶. La réunification a entraîné la destruction très rapide de centaines de milliers d'emplois dans les régions industrielles de l'ex-RDA, et n'a reconnu ni les compétences, ni les parcours professionnels des Allemands de l'Est. Les protestations contre les suppressions de postes et les demandes de reconnaissance des performances personnelles et professionnelles de la population avant et après la réunification n'ont pas eu d'écho, et sont souvent restées lettre morte en Allemagne de l'Ouest. L'AFD se présente comme le parti qui donne la parole aux Allemands de l'Est, alors même que la majorité de ses cadres viennent de l'Ouest. Pendant la campagne électorale à l'automne 2019, ses slogans étaient « *Vollende die Wende !* » (« Parachevons la réunification ! ») et « *Wende 2.0* » (« Réunification 2.0 »). Le parti a également rappelé qu'en 1989-1990, lors de la chute du mur de Berlin, les grandes manifestations ont très largement contribué à la chute — inattendue — du régime, suggérant par là qu'il était possible de s'en inspirer pour faire tomber le gouvernement Merkel. Cet argument s'inscrit dans une stratégie qui transforme l'Est en avant-garde politique et en une « Allemagne plus

24. *Ibid.*, p. 135.

25. *Ibid.*, p. 141.

26. D. Sauer, U. Stöger, J. Bischoff, R. Detje et B. Müller, *Rechtspopulismus und Gewerkschaften*, Hambourg, VSA, 2018.

allemande » ; l'AfD renvoie aux Allemands de l'Est une meilleure image d'eux-mêmes et se pose ainsi en porte-parole crédible²⁷.

L'un des ressorts les plus employés par l'AfD est celui de la victimisation : le parti prétend être dénigré systématiquement par les médias. Le spécialiste de la communication Johannes Hillje a analysé que la relation entre l'AfD et les médias semble à première vue schizophrène, alors qu'elle est mûrement réfléchie. Les médias indépendants, qualifiés de « presse du système », sont utiles à l'AfD pour se mettre en scène, provoquer et se démarquer de ses adversaires politiques²⁸. Après avoir contesté toute légitimité aux médias établis, il a mis en place sur Internet un réseau de médias liés au parti pour créer une communauté numérique sur le Web 2.0. L'objectif est d'attirer le plus possible l'attention tout en se démarquant de ses adversaires politiques sur le plan médiatique. L'AfD provoque à dessein le scandale avec des déclarations outrancières, et prétend ensuite, face aux critiques, qu'on veut le priver de sa liberté d'expression²⁹. Il ne respecte pourtant pas la liberté de la presse lorsqu'il refuse aux journalistes l'accès aux événements qu'il organise, par crainte d'une couverture défavorable. Les émissions comme les *talk-shows* sont une excellente tribune pour ses représentants en raison de leur fort impact médiatique.

L'AfD a toujours nié ou relativisé l'importance de ses liens avec des acteurs d'extrême droite et des groupes nationalistes tels que PEGIDA³⁰, l'*Institut für Staatspolitik* et le Mouvement identitaire (*Identitäre Bewegung*), alors que les médias les ont démontrés à maintes reprises. Un grand nombre des exclusions prononcées par l'AfD pour apaiser l'opinion publique après des scandales n'a pas été suivi d'effet, car les instances responsables du parti sont composées de partisans d'une ligne d'extrême droite très dure.

27. K. Behrens, S. Berger, V. Henßler, F. Metzger et P. Schwarz, *Der rechte Blick auf Ostdeutschland*, Berlin, Apabiz, 2019.

28. J. Hillje, *Propaganda 4.0. Wie rechte Populisten Politik machen*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2017.

29. B. Gäbler, *Die AfD und die Medien*, Francfort, OBS, 2017.

30. F. Virchow, « PEGIDA: Understanding the Emergence and Essence of Nativist Protest in Dresden », *Journal of Intercultural Studies*, vol. 37, n° 6, 2016, p. 541-555.

Comment l’AfD change la République

Les partis populistes de droite ont remporté un succès disproportionné en Europe au cours des deux dernières décennies. Ils ont participé aux gouvernements de plusieurs pays, et réussi à faire adopter certains éléments de leur programme politique, en durcissant notamment la politique d’immigration. Les succès électoraux des partis populistes et d’extrême droite ont incité certains partis — appartenant essentiellement à la droite modérée — à durcir leurs politiques d’asile et d’immigration³¹; certains l’ont d’ailleurs fait de leur propre initiative³². L’intérêt médiatique suscité par l’essor rapide des partis populistes de droite et les ressources qu’ils tirent de leurs victoires électorales leur permettent d’imposer plus aisément leurs priorités³³.

La chancelière Merkel, malgré de féroces attaques politiques et personnelles contre sa politique migratoire, est restée fidèle à son crédo « Nous y arriverons » pour intégrer les nombreux réfugiés arrivés en Allemagne en 2015. Il n’en reste pas moins que la politique migratoire et d’asile allemande a été durcie à plusieurs égards. La politique anti-asile et anti-migration très dure de l’Union chrétienne-sociale (CSU), menée par le ministre fédéral de l’Intérieur Horst Seehofer, fait certes elle aussi référence à un modèle de pensée « völkisch » et nationaliste. Mais c’est également une tentative politique pour récupérer les électeurs de l’AfD.

On assiste aujourd’hui à une remise en cause de l’ouverture prudente et de la libéralisation des politiques d’immigration et de citoyenneté, qui ont été mises en place dans les années 2000 et qui ont modifié la loi sur la nationalité de 1913 (ajout du droit du sol). Les politiques ont ainsi totalement abandonné le projet d’accorder le droit de vote aux étrangers aux élections locales, alors que c’est une évidence démocratique.

L’AfD en tant que facteur politique a un impact direct et indirect dans d’autres domaines. L’offensive du mouvement des « protecteurs de la vie » et la campagne politique et juridique contre les médecins qui conseillent les

31. T. Abou-Chadi, « Niche Party Success and Mainstream Party Policy Shifts – How Green and Radical Right Parties Differ in Their Impact », *British Journal of Political Science*, juin 2014, p. 1-20.

32. S. Wolinetz et A. Zaslove (dir.), *Absorbing the Blow. Populist Parties and Their Impact on parties and Party Systems*, Londres/New York, Rowman & Littlefield, 2018.

33. J. Hillje, *Propaganda 4.0. Wie rechte Populisten Politik machen*, op. cit., p. 57.

femmes qui veulent avorter montrent clairement qu'un nouveau front s'est ouvert à droite. Il en va de même pour le mouvement climatosceptique, qui se fait de plus en plus entendre.

L'essor et la radicalisation de l'AfD en font un aimant pour de nombreux milieux et individus islamophobes, racistes et d'extrême droite. Abstraction faite des groupuscules néonazis, c'est l'AfD qui porte les espoirs et les aspirations de ceux qui se situent à la droite de la CDU/CSU³⁴. Cela n'a rien d'étonnant dans la mesure où, d'une part, le parti permet à ses adhérents de faire carrière, et, d'autre part, il souscrit, comme ces mouvances, à la théorie du « grand remplacement » : le gouvernement fédéral, avec sa politique d'immigration, chercherait à remplacer systématiquement le peuple allemand.

L'AfD cherche à intimider et à faire pression sur tous ceux qui sont accusés de « détruire le peuple allemand ». Dans plusieurs Länder, il a mis en place des sites Internet pour « signaler » les enseignants « de gauche ». Le parti utilise systématiquement les séances de questions au Bundestag pour obtenir des données détaillées, voire personnelles, sur les projets et institutions qui défendent la démocratie et luttent contre le racisme. Il dénonce souvent l'idéologie des études de genre et de la politique d'égalité des sexes.

Enfin, n'oublions pas que l'émergence d'un mouvement raciste de masse, dont l'incarnation extra-parlementaire est PEGIDA et ses acolytes et dont la vitrine parlementaire est l'AfD, a permis d'ouvrir la porte à des dérives verbales racistes.

34. Le fait que certains membres de la CDU – par exemple en Saxe-Anhalt, en Thuringe et en Saxe – envisagent une coopération avec l'AfD ne peut être approfondi dans la présente note.

Conclusion :

L'AfD, un parti d'extrême droite ?

Les chercheurs s'accordent largement à dire que depuis sa radicalisation, l'AfD est un parti populiste de droite. Si l'on tient cependant compte de son évolution, l'AfD s'affiche aujourd'hui nettement à l'extrême droite en termes de représentation, de programme³⁵, d'électorat et de perception par l'opinion publique³⁶. L'AfD est effectivement un parti d'extrême droite³⁷, dans lequel d'anciens conservateurs tels qu'Alexander Gauland, qui fut pendant des années un cadre politique de la CDU, expriment ouvertement des positions d'extrême droite, et dont Björn Höcke, responsable de l'AfD en Thuringe, est une figure emblématique. Ses dirigeants qui passent pour être des libéraux sur le plan économique, au rang desquels Jörg Meuthen et Alice Weidel, tentent de se rapprocher d'autres membres de l'AfD ouvertement racistes.

En 2019, l'Office fédéral de protection de la Constitution a décidé de se pencher sur le cas de l'AfD ; la procédure consiste à passer au crible les documents du parti en accès libre avant de décider d'une éventuelle observation des rassemblements du parti. L'organisation de jeunesse du parti, *Junge Alternative*, et le courant interne du parti *Der Flügel*, rassemblé autour de Björn Höcke, sont déjà sous observation. L'Office fédéral de protection de la Constitution estime donc être en possession d'éléments prouvant des agissements anticonstitutionnels. Il peut dès lors mettre des individus sous observation pour collecter des informations supplémentaires. L'AfD a l'intention d'intenter une action en justice contre

35. Les enquêtes de FORSA de septembre 2016, Emnid de janvier 2017, YouGov de février 2017 et le ZDF-Politbarometer de septembre 2019, ont montré que 80 % des personnes interrogées pensent que les idées d'extrême droite sont répandues ou très répandues au sein de l'AfD.

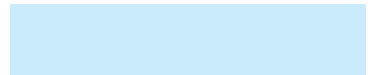
36. Le programme fédéral est essentiel, au même titre que les programmes des bureaux régionaux et les discours programmatiques des dirigeants au niveau fédéral et régional.

37. La définition employée ici est celle de Hans-Gerd Jaschke qui date de 1993. L'extrémisme de droite est « l'ensemble des attitudes, comportements et actions, organisés ou non », qui revendiquent « l'inégalité sociale raciale ou ethnique, exigent l'homogénéité ethnique des peuples, rejettent le principe d'égalité de la Déclaration des droits de l'homme, privilégient la communauté par rapport à l'individu, refusent la subordination du citoyen à la raison d'État, rejettent le pluralisme des valeurs d'une démocratie libérale et veulent lutter contre la démocratisation ».

cette qualification. Il semble exclu, compte tenu de la radicalisation de ses positions, que l'AfD modère son programme politique et ses déclarations.

Les dernières publications du Cerfa

- Groupe Daniel Vernet, [Trois fois deux pour l'Europe. Comment un renforcement des relations bilatérales France-Allemagne, Allemagne-Pologne et France-Pologne peut faire avancer l'UE](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, mars 2020.
- N. K. Wissmann, [Le terrorisme d'extrême droite en Allemagne. Une menace sous-estimée ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 151, Ifri, décembre 2019.
- H. Stark, [30 ans après la chute du Mur. Une Allemagne unifiée, une population désunie](#), *Notes du Cerfa*, n° 150, Ifri, novembre 2019.
- F. Meixner, P. Figge, [Réseaux sociaux : la lutte contre les contenus haineux en Allemagne](#), *Notes du Cerfa*, n° 149, Ifri, octobre 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [La dimension sociale de la politique européenne : un nouveau domaine de responsabilité franco-allemande](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, septembre 2019.
- C. Demesmay, B. Kunz, [Sustaining Multilateralism in a Multipolar World. What France and Germany Can Do to Preserve the Multilateral Order](#), *Notes du Cerfa*, n° 148, Ifri, juin 2019.
- E. Dubslaff, [Où va le SPD ? Les sociaux-démocrates allemands et la sortie de crise\(s\)](#), *Notes du Cerfa*, n° 147, Ifri, mai 2019.
- Groupe Daniel Vernet, [Migration et cohésion en Europe : un défi, pas une contradiction](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, mai 2019.



Institut français
des relations
internationales